

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 16 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOTAL Raffinage France**

Raffinerie TOTAL La MEDE  
BP 90020  
13220 La Mede

Références : JC-D-2025-0780  
SPR/2025/962  
Code AIOT : 0006400941

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement TOTAL Raffinage France implanté Lavera 13117 Martigues. L'inspection a été annoncée le 20/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite se place dans le suivi de la mise en conformité avec l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 pour la thématique des capacités de rétention en particulier pour les questions de volume et d'étanchéité des cuvettes.

Cette mise en conformité était encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 février 2024 qui fixait un échéancier de remise en conformité.

La présente inspection a pour but de contrôler la mise en oeuvre de la première phase de mise en conformité dont le délai est échu depuis le 16 novembre 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTAL Raffinage France
- Lavera 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006400941
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt de Lavera est constitué de 14 bacs stockant des produits liés à l'activité de la bioraffinerie de La Mède. Le site réalise du stockage de produits issus ou à destination de la bioraffinerie ainsi que des opérations de chargement/déchargement.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Étanchéité cuvettes de rétention (03/10/10)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Hors cadre de la présente inspection, un rappel est fait en début de séance sur la nécessité de valider les saisies GIDAF des campagnes PFAS pour qu'elles soient consultables par l'Inspection. L'exploitant a indiqué le faire dans la journée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Réalisation travaux Phase 1	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Réalisation travaux Phase 2	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Retour à la conformité	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois (suivant délais fixés dans APMED)

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale, sauf mention contraire.

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Études détaillées	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les cuvettes de rétention du site ne sont pas conformes à la réglementation à la date de la visite, soit 1 mois après l'échéance fixée par l'arrêté préfectoral complémentaire de référence.

Les programmes de travaux sont définis et ont été transmis en séance ; il est à noter qu'ils auraient dû l'être 6 mois avant l'échéance du 16 novembre.

Sur les 4 bacs concernés par cette première phase de travaux :

- les opérations viennent juste de débiter sur la cuvette du bac A103, l'exploitant n'a pu donner de perspectives claires sur la livraison du chantier.
- la visite a permis de constater qu'aucun travail n'était engagé sur les cuvettes des bacs A106 et A107 : l'exploitant a précisé que les commandes de travaux n'étaient pas lancées pour ces deux chantiers,
- le bac A108 est hors exploitation (platiné et ouvert), constatation effective sur le terrain, l'exploitant a indiqué que les travaux seront planifiés avant toute remise en service.

Il convient d'encadrer le non-respect de ces prescriptions par un projet d'arrêté de mise en demeure qui sera adressé à Monsieur le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réalisation travaux Phase 1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des sols et des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les travaux de mise en conformité des rétentions aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 seront réalisés en deux phases selon le calendrier suivant :-Cuvettes des bacs A103, A106, A107 et A108 : avant le 16 novembre 2025
<b>Constats :</b> Au jour de l'inspection, l'intégralité des travaux prévus par l'arrêté préfectoral du 05 février 2024 n'est pas réalisée.  Il est constaté lors de la visite que sur les quatre cuvettes (A103, A106, A107 et A108) devant avoir été intégralement traitées au 16 novembre 2025, aucun travail n'a été engagé pour trois d'entre elles. Au 16 décembre 2025 seule la cuvette du bac A103 permet d'attester d'un démarrage des opérations : travaux préparatoires à la mise en place des ancrages nécessaires sur les merlons aux fins de réalisation d'un béton projeté.  L'exploitant n'est pas en mesure au jour de l'inspection de fournir une date de fin d'intervention sur la cuvette du bac A103 et précise que les travaux des cuvettes A106 et A107 n'ont pas été commandés.  Post inspection, sur la base des éléments transmis par l'exploitant, l'Inspection constate que les délais de travaux sont estimés pour un délai de 8 semaines (5 janvier 2026 au 28 février 2026). Cette échéance du 28 février 2026 est présentée dans les trois fiches travaux des bacs A103, A106 et A107.  Il est pris note en séance puis constaté effectivement sur le terrain que le bac A108 est actuellement (depuis 2021) hors exploitation, platiné et ouvert. Il est également constaté que ce bac est situé en point haut du site et que sa rétention ne participe pas au fonctionnement en cascade de l'ensemble A108-A107-A106-A103 tant que le bac en question n'est pas en service.  L'exploitant indique que les travaux seront impérativement réalisés avant toute remise en service du bac A108 (réaffectation). La procédure afférente à la réaffectation traite effectivement du volume de la rétention mais non de sa conformité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de réaliser les travaux de mise en conformité du bac A108 avant sa remise en service.  Il est proposé à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>• réaliser sous 2 mois la remise en conformité des cuvettes des bacs A103, A106 et A107 ;</li><li>• transmettre sous 1 mois à l'issue des travaux l'ensemble des justificatifs de conformité ce point est repris dans le point de contrôle n°4 ;</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

<b>Proposition de délais : 2 mois</b>
---------------------------------------

## N° 2 : Réalisation travaux Phase 2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des sols et des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les travaux de mise en conformité des rétentions aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 seront réalisés en deux phases selon le calendrier suivant :  - cuvettes des bacs A101, A102, A104, A105, B101, C101, C102 et C103 : avant le 16 novembre 2030
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que les travaux de cette phase 2 seront réalisés par tranche mais qu'il ne disposait pas, au jour de l'inspection, de plan d'action sur les 5 années à venir.  L'Inspection a toutefois rappelé à l'exploitant que l'échéance de novembre 2030 définit dans l'APC avait pour objectif de permettre un cadencement des travaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un calendrier de réalisation des travaux des cuvettes des bacs A101, A102, A104, A105, B101, C101, C102 et C103, compatibles avec les délais de réalisation prescrits par l'article 3-b de l'arrêté préfectoral du 05 février 2024, dans un délai de 2 mois après réception du présent rapport d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatifs
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 3 : Etudes détaillées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Obligation réglementaire : documents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'étude d'avant-projet détaillée est transmise à l'inspection des installations classées au moins 6 mois avant les échéances prévues aux alinéas a) et b) ci-dessus.
<b>Constats :</b>  La transmission préalable de l'avant projet n'a pas été réalisée par l'exploitant. Aussi, il ne peut être considéré que l'exploitant a satisfait à l'obligation réglementaire de transmission 6 mois avant l'échéance du 16 novembre 2025. Les travaux n'étant pas parachevés mais seulement débutés sur une seule des cuvettes (A103) des bacs concernés, il est demandé à l'exploitant d'assurer la transmission des avants projets.

L'exploitant a présenté en séance le cahier des charges pour les travaux sur la cuvette du bac A103. De plus, il a été transmis par mail et en séance les trois dossiers qui étaient attendus (A106, A107 et A108)

**Type de suites proposées :** sans suite

**N° 4 : Retour à la conformité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Justificatifs

**Prescription contrôlée :**

l'expiration des délais mentionnés aux alinéas a) et b) ci-dessus, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées sous un délai de 1 mois les éléments justifiant que les rétentions sont conformes à l'ensemble des dispositions fixées par l'article 22 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010.

**Constats :**

Les travaux n'étant pas effectifs, l'exploitant n'a pas pu transmettre les justificatifs de mise en conformité attendus.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 1 mois, à compter de la fin des travaux l'exploitant transmet à l'Inspection les justificatifs de conformités des rétentions vis-à-vis des dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.

Cette demande est également intégrée à la proposition de mise en demeure présentée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois